

Magreportage

Brigade des Stups

LES FEMMES EN PISTE



Stéphanie Cherbonnier est à la tête de l'Ofast, l'Office antistupéfiants.

QU'EST-CE QUI
MOTIVE CES POLICIÈRES
DANS LA GUERRE
CONTRE LES TRAFIQUANTS
DE DROGUE ?
LA TRAQUE, L'ENQUÊTE,
L'ADRÉNALINE... DANS UN
MILIEU ULTRAMASCULIN,
LEUR DISCRÉTION
EST UNE FORCE.

PAS DE NOM DE FAMILLE, juste un prénom d'emprunt. Pas de photo, bien sûr. Et le moins de détails personnels possibles. À ces conditions seulement, Chloé *, 43 ans, brigadière de police dans une métropole du sud de la France, accepte de se confier. La très discrète Justine *, elle, refuse même de dévoiler son âge, son grade, son CV ou sa ville. « Vous comprenez, s'excuse Chloé, on est souvent une ou deux filles seulement dans les brigades antistupéfiants, donc on risque d'être tout de suite identifiées. » Certes, la police nationale n'est plus ce « métier d'homme » vanté par une affiche de 1972, lorsque les gardiens de la paix portaient crânement le képi et ne connaissaient

PAR ANNE VIDALIE / PHOTO ED ALCOCK



qu'un genre – le masculin. Mais si les femmes se sont fait une place au fil des années, occupant désormais 22 % des postes dits actifs, elles ne se bousculent pas aux Stups, « un service encore très testostérone », traduit l'une d'elles.

Au sommet de la pyramide, pourtant, trois visages féminins incarnent la guerre contre les réseaux de trafiquants et les points de deal. Celui de la contrôleuse générale Stéphanie Cherbonnier, 44 ans, à la tête de l'Office anti-stupéfiants (Ofast), dont les antennes, les détachements et les cellules de renseignements maillent le territoire ; ceux des commissaires divisionnaires Virginie Lahaye, 48 ans, la patronne de la prestigieuse brigade des Stups de Paris (BSP), et Jessica Finet, 41 ans, son adjointe,

UN JOB CONVOITÉ

« La lutte contre ces trafics n'est pas une question de genre », glisse malicieusement la cheffe de l'Ofast. En septembre 2019, cette quadra directe et souriante a été choisie par Christophe Castaner, alors ministre de l'Intérieur, pour une mission périlleuse : remettre sur les rails un office soupçonné de dérapages, fâché avec les magistrats et accusé de jouer « perso » par les douaniers, les gendarmes et les policiers de la BSP, tout en orchestrant la mise en musique du « plan stup » 2019, énième tentative gouvernementale de terrasser le narcobanditisme.

Pas une « question de genre », vraiment ? « Quand j'ai été nommée, une seule femme faisait partie de l'encadrement, précise Stéphanie Cherbonnier. L'équipe de direction en compte quatre aujourd'hui. Dans les groupes d'enquête, leur nombre augmente progressivement. Il atteint dix désormais. » À la BSP, elles sont neuf aux côtés de collègues masculins sept fois plus nombreux.

En région parisienne ou en province, les policières en poste dans les services antistupéfiants n'y sont pas arrivées par hasard ou au gré des mutations. Ce job, elles l'ont choisi, désiré, demandé – sauf rares exceptions. Quitte à poser plusieurs fois leur candidature ou à patienter de longs mois. « On n'est jamais imposée, les membres du groupe donnent leur avis, car il faut que la mayonnaise prenne », souligne la brigadière Chloé. Les anciens reniflent la future recrue et, s'ils ne l'ont jamais croisée, se renseignent sur ses antécédents avant de donner leur feu vert. Les atomes crochus sont évidemment bienvenus quand

“On ne sait jamais quand on va rentrer chez soi”

on doit planquer ensemble pendant de longues heures. La brigadière Lena *, 40 ans, a piaffé deux ans à la porte de la brigade antistupéfiants de Besançon avant de rallier l'équipe. « Je voulais y aller parce qu'on peut combiner le terrain et l'enquête », justifie-t-elle. Chloé a quitté les Stups cinq ans avant d'y revenir. « J'y trouve ce que j'aime le plus », constate-t-elle. L'absence de routine, parce qu'« on ne sait jamais à quoi la journée va ressembler ni quand on va rentrer chez soi ». L'action, parce que cette sportive accomplie a « besoin de bouger ». Elle qui recherche la « variété » dans son boulot est servie, entre les filatures, les surveillances, les écoutes, les interpellations, les saisies et les auditions. Et puis, reconnaît-elle, « contrairement à nos collègues qui traitent les homicides

ou les agressions, nous ne rencontrons pas de familles de victimes, sauf dans les cas d'overdoses, donc nous ne risquons pas de les décevoir si nous échouons à identifier l'auteur ».

Question de sensibilité. Justine l'avoue crûment : « Je ne pourrais pas travailler sur les viols ou les violences intrafamiliales auxquels nous sommes confrontés, en commissariat, lors des week-ends de perma-

nence. J'aurais plus de mal à prendre du recul vis-à-vis de tout ce qui touche aux femmes et aux enfants. »

COMME AU CINÉMA

Les Stups, disent-elles, c'est une « matière à part ». « Il y a un côté ludique, jouissif : on joue aux gendarmes et aux voleurs toute la journée », résume Christophe Descoms, patron de la PJ versaillaise et ancien « taulier » de la BSP. La capitaine Céline *, l'une de ses recrues, se voit plutôt en « chasseur ». Petite, elle dévorait les rubriques faits divers et les histoires de profilage criminel. Master 2 de droit en poche et diplômée de l'école de police, elle voulait « faire des enquêtes, mais aussi péter des portes, passer des pinces (des menottes, NDLR) et manier une arme ». Elle a trouvé son bonheur à la BSP, qu'elle a rejointe en septembre 2016. « La traque des réseaux est très physique, on passe beaucoup de temps sur le terrain et on vit des choses intenses, même s'il nous arrive aussi de rester des heures les fesses vissées dans une voiture, sans que rien ne bouge. » Catherine Giraud-Bonnet, 56 ans, a consacré un livre, *Infiltrée. Une femme aux Stups* (Éditions Nouveau Monde), à ses treize années à la BSP. Cette commandante ►





de police, reconvertie dans l'investigation privée depuis 2013, en parle toujours avec des étoiles dans les yeux. « Tous les matins, je montais l'escalier du 36, heureuse, pleine d'énergie, comme d'autres grimpent les marches à Cannes. Chaque semaine était différente de la précédente, j'avais l'impression d'être au cinéma tous les jours. »

Élisabeth *, 48 ans, commandante dans une ville des Hauts-de-France, fait figure d'exception. La course aux dealers, elle ne voulait pas en entendre parler. Jeune officière, elle visait la brigade criminelle pour aider les victimes, apporter des réponses aux familles, « se sentir utile ». Elle n'a pas eu le choix. « On m'a affectée aux Stups, cette matière que je détestais, parce qu'il n'y avait aucune femme et que l'heure était à la féminisation du service. » Dix-huit mois plus tard, elle n'en serait partie pour rien au monde. « J'étais droguée à l'adrénaline. » Elle y passera vingt-deux ans.

La brigadière Nadia *, 43 ans, évoque elle aussi une forme d'« addiction » dont elle a peiné à « décrocher » pour rejoindre une nouvelle affectation du côté de Lyon, voilà cinq ans. Addiction aux belles affaires, aux « dispos » (dispositifs) soigneusement agencés pour surveiller les voyous et au « top interpel », le signal qui déclenche l'intervention. Addiction au groupe, cette poignée de coéquipiers soudés comme les doigts de la main, qui deviennent vite une deuxième famille. « C'est un monde très fermé, à l'ego parfois surdimensionné, décrit-elle. Dans notre brigade, on ne se mélangeait pas avec les collègues des autres services, même s'ils étaient juste de l'autre côté du couloir. » Elle a même été approchée pour suivre le stage dit *undercover*, réservé à une quinzaine de gendarmes, douaniers et policiers triés sur le volet, qui se forment aux techniques d'infiltration. Elle n'en dira pas davantage. Les heureux élus sont priés de garder le secret.

FAIRE SES PREUVES

Nadia a pourtant failli déclarer forfait après les premiers mois. « Quand on est une fille, le jugement est plus dur au début », affirme-t-elle. Très féminine, plutôt talons-brushing que jean-baskets, pas très bière au goulot et blagues salaces, la jeune femme a beau parler l'arabe et passer inaperçue dans les cités, elle a du mal à se faire accepter. « Les gars pensaient que je ne ferais pas la maille (l'affaire, NDLR). J'ai dû leur prouver que je n'étais pas froussarde, que j'allais au charbon. Même si je ne voulais pas m'habiller et parler comme eux. » La numéro 2 du groupe, « très masculine », lui mène la vie dure. « Elle qui avait été la seule nana pendant des années ne voyait pas mon arrivée d'un

bon œil, décrypte-t-elle. Elle m'en a fait baver... » Élisabeth a dû, elle aussi, se faire accepter. Elle le raconte sans fard. « Au début, j'étais face à trois catégories d'hommes : ceux qui pensaient que je n'avais rien à faire là, ceux qui se demandaient lequel d'entre eux serait le premier à coucher avec la jeune lieutenant et, enfin, ceux qui m'ignoraient en attendant de voir ce que je valais. Finalement, ils ont compris que j'étais une collègue comme les autres. »

CHACUN SA PLACE

Les temps ont changé, estiment les plus jeunes. Louise *, 28 ans, gardienne de la paix, a fait ses premiers pas aux Stups de Besançon en septembre dernier. Elle a eu une bonne surprise. « Je m'attendais à un temps de latence avant que la confiance s'installe, confie-t-elle. Pas du tout : j'ai été associée tout de suite à leurs enquêtes. Il ne reste plus que deux ou trois anciens dans le commissariat encore un peu réticents à une présence féminine. »

Les misogynes les plus endurcis en conviennent, les filles sont bien utiles en filature. Dans la rue avec un sac de courses à la main, ou dans une cité au volant d'une voiture dotée d'un siège bébé, elles se fondent mieux dans le décor. Elles peuvent aussi jouer les amoureuses au bras d'un coéquipier, nouer ou dénouer leur chevelure, changer de style vestimentaire et d'accessoires. Les vétérans des Stups apprécient également le surcroît de rigueur, le sens de l'organisation et le « côté plus carré » qu'elles apportent. Certains ne peuvent pas s'empêcher de lancer une peau de banane : « Pour les qualités procédurales, je ne prendrais que des femmes, lâche un chef de service. Mais pour aller taper dans les banlieues chaudes, mieux vaut avoir sous la main des poilus un peu costauds ! N'oublions pas que 98 % de nos "clients" sont des hommes. »

Un officier, jeune retraité des Stups, nuance : « La force physique des filles est moindre, oui, mais on n'intervient jamais seul. » Louise ne voit pas où est le problème, vraiment. Avec son mètre 56, ses piercings, ses tatouages sur les bras et les mains, la « gosse » (dixit ses collègues) ne fait peut-être pas peur, mais sa jeunesse et son look désarçonnent les dealers. Comme ce monstre de 2 mètres et 100 kilos qui s'est marré en garde à vue. « C'est une blague ? Vous allez m'auditionner ? », lui a-t-il demandé hilare. « On me dit parfois : "T'as pas la tronche d'un flic..." », rapporte-t-elle. Presque un compliment. Et surtout, un sacré atout.

Il arrive qu'un dealer ou qu'un trafiquant refuse, par principe, de répondre à une policière. Mais lorsque l'audition se déroule sans anicroche, les dames se montrent



plutôt adroites dans l'exercice. « Nous les prenons moins de front, nous faisons preuve de plus de patience et de subtilité, observe Nadia. Résultat, ils nous voient moins venir et, même si le type ne s'allonge pas, il finit par se contredire. » Le recrutement des « tontons », les fameux indics fournisseurs d'informations, leur donne plus de fil à retordre. Cela demande « trois fois plus d'efforts » à Céline, la capitaine de la BSP. « Pour beaucoup d'entre eux, la femme ne peut pas être un leader, et les seules qu'ils tolèrent dans leur environnement sont leurs mères, leurs épouses ou leurs sœurs, analyse-t-elle. Il faut leur démontrer qu'on est aussi professionnelles que les hommes. Et ça ne marche pas toujours... »

LA VIE DE FAMILLE

Mais l'écueil le plus redouté des filles des Stups, c'est une question en forme de casse-tête : comment caser vie perso, famille et enfants dans un emploi du temps colonisé par le boulot ? La faute aux journées à rallonge, aux semaines sans week-end et aux gardes à vue qui peuvent durer jusqu'à 96 heures. « Notre emploi du temps est aléatoire, car on vit au rythme des voyous », explique Céline. Or les businessmen de la came, en bons oiseaux de nuit, boudent les horaires de bureau. « Elles ont tendance à se mettre trop la pression, regrette un ancien. Comme si elles voulaient tout le temps être au top niveau, toujours irréprochables. » Certaines, essouffées, finissent par jeter l'éponge à contrecœur. Telle Nadia, qui a frôlé le burn-out. « Le travail passait avant

tout le reste, je ne m'en rendais même pas compte, car mes collègues étaient mes amis, et vice-versa. Au bout du compte, j'ai fini par m'user psychologiquement. » Aujourd'hui, elle a le temps de lire et de peindre, mais les Stups lui manquent encore.

Terrassée par la fatigue accumulée, Elisabeth, elle, n'a pas réussi à se lever, un matin. Puis les problèmes de santé se sont enchaînés. Mais plutôt que se soigner, elle a préféré déchirer ses arrêts maladie, et carburer au paracétamol, jusqu'à l'intoxication médicamenteuse. Il a fallu lui « forcer la main » pour qu'elle accepte de rejoindre un autre service. Malgré tout, elle caresse parfois l'idée de renouer avec les Stups. L'adrénaline lui manque terriblement. Pour un bébé, c'est trop tard. « Je ne me suis pas vue vieillir », soupire-t-elle.

Les mères de famille sont l'exception. Lucie*, 37 ans, brigadière à l'Ofast, arrive à « s'organiser » entre sa petite fille de 5 ans, les filatures, les planques et les interventions. « C'est compatible si la donne est claire dès le départ, si les deux membres du couple sont bien d'accord », juge-t-elle. Séverine*, même âge, même grade, en poste dans une unité francilienne, jongle avec l'école, la crèche et ses deux petits. Heureusement, l'emploi du temps du papa, policier également, lui permet d'aller les récupérer le soir. Quand ça coïncide, les grands-parents viennent de province, ou le couple appelle à la rescousse les voisins et les copains. À 41 ans, Laurence*, officier dans une brigade de la banlieue parisienne, est décidée à faire un bébé. Elle s'amuse, oui, mais elle en a un peu assez des dealeurs qui reprennent leur business dès leur sortie de prison, de la hiérarchie pas très reconnaissante, et de la justice « parfois trop laxiste ». Plus question de laisser le boulot envahir sa vie perso. « Je vais revoir mes priorités », promet-elle. ✦

*Prénom d'emprunt.